

Convention collective

IDCC : 9272. – **ENTREPRISES ET EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE
ET D'ÉLEVAGE, EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES
ET CULTURES LÉGUMIÈRES DE PLEIN CHAMP ET CUMA
(EURE)**

(28 juin 1985)

(Etendue par arrêté du 14 janvier 1986,
Journal officiel du 4 février 1986)

AVENANT N° 42 DU 10 NOVEMBRE 2006 (1)

NOR : *AGRS0797054M*

IDCC : 9272

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Eure ;

La fédération de l'Eure des coopératives d'utilisation de matériels agricoles,

D'une part, et

Le syndicat CFDT des salariés de la production agricole de l'Eure ;

L'union départementale des syndicats ouvriers confédérés CGT-FO, section de l'Eure,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le deuxième alinéa de l'article 29 « Définition et paiement des heures supplémentaires » est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est précisé que pour l'application du paragraphe 3 de l'article 7.3, une convention de forfait peut être conclue par écrit avec les salariés qui sont chargés des soins et de la surveillance des animaux, ou avec des salariés polyvalents chargés des animaux et/ou des travaux de culture, sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 713-6 du code rural ».

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 2

Il est ajouté au tout début de l'article 31 *bis* « Travail de nuit à titre régulier » un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Devant l'impossibilité de livrer, par exemple, les marchés d'intérêt national, les grandes surfaces, les centres-villes, les centrales d'achat, pendant la journée, les livraisons s'effectueront pendant les horaires de nuit. »

Au huitième alinéa, après « il est également accordé », il est ajouté la disposition suivante :

« – une demi-journée de repos au travailleur de nuit ayant effectué moins de 350 heures de travail de nuit »

Article 3

Dans le deuxième alinéa de l'article 72 « Indemnité de départ en retraite », les termes « s'engage à » sont supprimés et remplacés par « doit ».

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui a été déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Eure, 14 *bis* rue de Grenoble, 27000 Evreux.

Fait à Evreux, le 10 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)